

Liban: discussions au Qatar pour tenter de sortir de la crise

BEYROUTH (AFP) - Les représentants de la majorité et de l'opposition libanaises partent vendredi pour Doha, dans l'espoir d'y concrétiser le scénario de sortie de crise négocié in extremis par le Qatar alors que le pays risquait de sombrer dans la violence.



Les représentants de la majorité et de l'opposition libanaises avec le Premier ministre du Qatar le 15 mai 2008 à Beyrouth (© AFP - Hassan Ammar)

Quelques jours après des violences qui ont fait en une semaine 65 morts et 200 blessés au Liban, la majorité parlementaire antisyrienne et l'opposition, menée par le Hezbollah chiite, allié de la Syrie et l'Iran, ont accepté jeudi de renouer le dialogue afin de former un gouvernement d'union nationale.

Un accord en six points a été accepté par les deux camps rivaux, après une médiation de la Ligue arabe menée par le Qatar à Beyrouth.

Après 18 mois d'une crise politique qui avait dégénéré début mai en violences intercommunautaires, les pires depuis la guerre civile (1975-90), le dialogue doit s'ouvrir dès vendredi à Doha, la capitale de cet émirat du Golfe qui entretient de très bonnes relations avec l'opposition.

L'émir du Qatar, cheikh Hamad ben Khalifa al-Thani, doit ouvrir les discussions dans un hôtel de Doha à 21h00 locales (18h00 GMT).

"Presque un miracle", titraient plusieurs journaux libanais, tout en mettant en garde contre les conséquences désastreuses d'un éventuel échec et le risque que cette trêve ne soit qu'un "répit".

L'accord "frôle le miracle, mais l'essentiel est qu'il soit appliqué strictement", estimait An-Nahar, proche de la majorité, soutenue par l'Occident et plusieurs pays arabes.

Pourtant, malgré l'optimisme qu'il suscite, ce dénouement n'a été conclu qu'au prix d'un recul du gouvernement face au puissant mouvement armé du Hezbollah, suscitant des interrogations sur le rapport de force entre les deux camps dans les négociations.

Aux termes de l'accord, les protagonistes vont négocier la formation d'un gouvernement d'union nationale et une loi électorale préalable aux élections générales de 2009.

Une fois ces deux points résolus, le scénario prévoit la levée du campement de l'opposition qui paralyse le centre de Beyrouth depuis novembre 2006, puis, le lendemain, l'élection du chef de l'Etat, qui sera le commandant en chef de l'armée, le général Michel Sleimane.

Le pays est sans président depuis novembre 2007. Le nom du général Sleimane a été approuvé par tous, mais le Parlement n'a jamais pu se réunir pour l'élire en raison de la crise.

Celle-ci avait éclaté en novembre 2006 lorsque le Hezbollah et ses alliés de l'opposition, cinq chiïtes et un chrétien, ont commencé à réclamer la formation d'un gouvernement où ils disposeraient d'un droit de veto.

L'annonce le 6 mai dernier par le gouvernement de deux mesures visant à lutter contre l'influence du Hezbollah avait mis le feu aux poudres.

Des hommes armés du Hezbollah s'étaient emparés de plusieurs quartiers à majorité musulmane de Beyrouth après en avoir chassé les partisans sunnites du gouvernement et avaient bloqué la route de l'aéroport où le trafic aérien a été suspendu. Le port de Beyrouth a été fermé.

La majorité avait accusé le Hezbollah d'avoir retourné ses armes contre les Libanais pour réaliser un "coup d'Etat".

L'armée avait gelé le 10 mai les mesures gouvernementales, les hommes armés avaient quitté les rues de Beyrouth, mais des combats avaient éclaté à Tripoli (nord) et dans la montagne druze (sud-est).

Il a fallu l'annulation par le gouvernement des deux mesures liées à une enquête sur un réseau de télécommunications parallèle mis en place par le parti chiite, pour enclencher la désescalade et permettre à la Ligue arabe d'arracher un consensus.

Aux termes de l'accord, les deux camps acceptent de "lancer un dialogue pour consolider l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire" et s'engagent à s'abstenir d'utiliser les armes, tandis que l'armée prend en charge la responsabilité de la paix civile.

Aussitôt l'accord annoncé, le Hezbollah a levé les barrages qui interdisaient l'accès à l'aéroport de Beyrouth où le trafic aérien a repris.